

**Arrêté n° PCICP2021260-0002**

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Société SCARA  
Commune de VILLETTE-SUR-AUBE**

Arrêté préfectoral portant sur la mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 9.2 et 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et de l'article 21 de l'arrêté complémentaire n° 07-0099 du 11 janvier 2007 à l'arrêté autorisant la société SCARA à exploiter un silo de stockage de céréales à Villette-sur-Aube

---  
Le préfet de l'Aube,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
---

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

VU le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 janvier 1988 autorisant la société SCARA à exploiter un silo de stockage de céréales à Villette-sur-Aube ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 07-0099 du 11 janvier 2007 à l'arrêté autorisant la société SCARA à exploiter un silo de stockage de céréales à Villette-sur-Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2021210-0001 du 29 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport du 29 avril 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, relatif à la visite d'inspection effectuée le 13 avril 2021 ;

VU la lettre de l'inspection des installations classées transmettant le rapport susvisé auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, transmise par courrier en recommandé avec accusé de réception à la société SCARA, laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté de mise en demeure à l'autorité administrative ;

VU les remarques de l'exploitant transmises par courrier du 26 mai 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas apporté la démonstration que l'évacuation des fumées, des gaz de combustion et de la chaleur dégagés en cas d'incendie peut se faire naturellement à l'air libre en dehors du stockage pour le magasin d'engrais sacs conformément à l'article 9.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 ;

CONSIDÉRANT que des pièces diverses (morceaux de câbles métalliques, stocks de palettes de bois, vis sans fin métalliques, trémies, tubes métalliques) étaient stockées à proximité immédiate du stockage d'engrais dans le magasin « engrais sacs » lors de la visite d'inspection du 13 avril 2021 et que l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 précise que : *« Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles. Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage : les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) »* ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il dispose d'une ressource en eau suffisante, a minima de 300 m<sup>3</sup>/h maintenue pendant 3 heures, dont 50 % est assurée par un réseau sous pression (bouches incendies) conformément à l'article 21 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 07-0099 du 11 janvier 2007 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine »* ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de mettre en demeure la société SCARA de respecter les prescriptions des articles 9.2 et 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 et de l'article 21 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 07-0099 du 11 janvier 2007 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article premier – Évacuation des fumées**

La société SCARA, dont le siège social est situé Z.I de Villette à VILLETTE-SUR-AUBE (10700), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Villette-sur-Aube, dans un délai de 2 mois, les prescriptions de l'article 9.2 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 reprises ci-après :

*« Pour les stockages couverts, l'exploitant démontre que l'évacuation des fumées, des gaz de combustion et de la chaleur dégagés en cas d'incendie peut se faire naturellement à l'air libre en dehors du stockage.*

*Si cette démonstration n'est pas apportée, les stockages couverts sont conformes aux dispositions de l'article 9.1 du présent arrêté. ».*

## **Article 2 – Matières interdites et incompatibles**

La société SCARA, dont le siège social est situé Z.I de Villette à VILLETTE-SUR-AUBE (10700), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Villette-sur-Aube, dans un délai de 2 mois, les prescriptions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 reprises ci-après :

*« Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles.*

*Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage :*

- les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) ;*
- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ;*
- le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ;*
- les bouteilles de gaz comprimé ;*
- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple.*

*Cependant, dans le cas des engrais conditionnés, sont tolérés leurs emballages et supports de transport (palettes) à l'exclusion de tout stock de réserve. [...]».*

## **Article 3 – Moyen de lutte contre un sinistre**

La société SCARA, dont le siège social est situé Z.I de Villette à VILLETTE-SUR-AUBE (10700), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de Villette-sur-Aube les prescriptions de l'article 21 de l'arrêté complémentaire n° 07-0099 du 11 janvier 2007 reprises ci-après :

*« [...]L'exploitant doit s'assurer que l'établissement dispose :*

- d'une ressource en eau suffisante et disponible à tout moment. Cette ressource est à minima de 300 m³/h maintenue pendant 3 heures, dont 50 % est assuré par un réseau sous pression (bouches incendie).[...] » .*

L'exploitant devra transmettre dans un délai de 2 mois un échéancier des travaux à réaliser pour disposer de la ressource en eau suffisante en cas d'incendie.

## **Article 4 – Délais d'application**

Les délais des articles 1 à 3 s'entendent à compter de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 5 – Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 6 – Notification et publication**

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société SCARA.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pour une durée de deux mois.

### **Article 7 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis, à titre d'information, à la procureure de la république du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **17 SEP. 2021**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Christophe BORGUS

**Délais et voies de recours** : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, par voie postale : 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX ou par voie dématérialisée par le biais de l'application telerecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.